

on tire, bon an mal an, des milliers de tonnes de poissons que l'on envoie aux Etats-Unis pour enrichir les détenteurs de ces permis.

Ai-je besoin de rappeler certaines opérations effectuées à Moncton, Halifax, Truro et Saint-Boniface, où le Gouvernement a acheté des terrains à des prix hors de proportion avec leur valeur réelle; de sorte qu'ici encore le pays est loin d'en avoir eu pour son argent.

Ensuite est venue cette affaire de comptabilité, qui nous a coûté, pour un ministère, \$100,000 et pour un autre \$50,000. Et rien à montrer.

Et combien d'autres opérations de moindre importance, que je ne veux pas énumérer pour ne pas fatiguer la Chambre: l'affaire Merwin, celles des steamers "Victor," "Maisonneuve," "Speedy," "Montcalm," "ChAMPLAIN", et le trop fameux "Arctic", qui ont absorbé des sommes folles. Aussi les porte-factures de Strubbe, lesquels coûtaient au vendeur \$2,000 et qu'il revendait au pays \$4,500, somme sur laquelle M. Strubbe prenait ses \$2,000; mais on ne sait pas ce qui a bien pu advenir de la différence. A tout événement, il se trouve que le pays a payé ces porte-factures \$2,500 de plus qu'elles ne valaient.

Nous avons aussi le scandale des signaux sous-marins, celui de la "Ottawa Carbide Company" et celui, pire encore, de la "Canadian Fog Signal Company". Il a été démontré devant le juge Cassels que ces instruments coûtaient à la compagnie \$450 pièce, et elle en a eu du Gouvernement quatre ou cinq mille dollars chacun.

Je rappellerai également les opérations Wallberg et celles des sous-cibles. Dans un cas, on a pu faire la pluie et le beau temps sans le moindre contrat; dans l'autre, on a payé \$250 ce qui coûtait au vendeur \$64. Ajoutons que nombre de sous-traités ont fait perdre au pays des mille et des mille dollars. Par exemple, des entreprises de dragage et de quais, celle de Québec avec MM. Dussault et Lemieux. Ces gens-là n'avaient pas de drague à eux; le Gouvernement leur en a fourni une, pour l'usage de laquelle ils payaient au Gouvernement quinze cents par verge de matière extraite, et, dans le même temps, le Gouvernement leur payait \$1.07 par verge, tout en leur fournissant bateau, drague, hommes, combustible et le reste. Nous avons eu aussi l'opération relative au canal de Newmarket qui est une branche de celui de la vallée de Trent. Personne ne soutiendra qu'il nous est resté de quoi justifier la dépense de deux millions que nous y avons faite. Il y a le long de ce canal d'inépuisables forces hydrauliques, qui ont toutes été concédées à des amis de l'administration et pour lesquelles le pays n'a rien obtenu.

Le pays possédait ces forces hydrauliques, le plus précieux de notre actif; or,

M. NORTHROP.

aujourd'hui ces richesses sont disparues mystérieusement.

Une autre dépense caractéristique de cette administration, c'est la location des édifices Woods à Ottawa. Ces édifices ont été affermés par M. Woods au Gouvernement à un loyer équivalent à 25 p. 100 de l'argent engagé dans leur construction. Le marché passé pour l'éclairage de ces édifices était si scandaleux que même la majorité des ministériels au comité des comptes publics a voté sa résiliation. Mais que dire des nombreuses années au cours desquelles ce marché a été en vigueur, et n'a pas été révoqué?

Vient ensuite le scandale du bureau d'imprimerie qui viendra en discussion devant la Chambre à un autre moment, et ici il s'agit d'un gaspillage de centaines de mille dollars.

Les députés de la droite se glorifient volontiers de leurs excédents budgétaires depuis leur avènement au pouvoir; or, s'ils veulent bien se donner la peine de faire le calcul de l'actif que possédait le Canada, à leur avènement et le contraster avec l'actif actuel, puis calculer les sommes qu'ils ont encaissées en plus de celles perçues sous le régime conservateur et finalement ajouter à tout cela l'accroissement de la dette publique, et alors ils ne se vantaient pas aussi volontiers de leurs excédents. On a attaqué le gouvernement précédent, parce que le budget présenté par l'ex-ministre des Finances (M. Foster) en 1896 se soldait par une moins-value. Il faut se rappeler ici qu'en 1891-1892, alors que les temps étaient fort durs et que nos populations étaient dans une grande gêne financière,—un dollar, à cette époque semblant à nombre de gens une somme supérieure à \$10 aujourd'hui—le ministre des Finances, raya d'un seul coup \$4,000,000 à \$5,000,000 de droits sur le sucre, réforme financière dont le besoin se faisait vivement sentir. Si le budget de cet exercice se solda par un déficit, cet argent retomba dans le gousset des contribuables, au lieu d'être englouti dans les scandaleux marchés administratifs que j'ai cités.

En terminant, j'ajouterai que c'est avec le plus grand sérieux que j'ai proposé de mettre au rancart le nouveau système de gouvernement inauguré par le premier ministre (sir W. Laurier) et de revenir à l'ancien régime voulant que le premier ministre qui, tout naturellement, exerce une puissante influence sur ses partisans ne les engage dans aucune mesure législative, en dehors des sessions, mettant ainsi la Chambre en lieu d'être consultée, avant l'adoption de toute nouvelle mesure politique. Il est contraire à l'esprit de la constitution britannique qu'un premier ministre et son cabinet engagent le pays dans un projet quelconque, en dehors des sessions du parlement, de sorte que, à la rentrée des Cham-